Les temps nouveaux sont trop lumineux pour qu'on s'en tienne aux vieilles formules, à l'antique attirail.

De même que la terre qui ne tournait pas, tourne, la religion qui ne changeait pas, change. C'est ce qui prouve qu'elle est une institution humaine et qu'elle en a toutes les fragilités.

LE MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Le gouvernement Marchand a-t-il renoncé au projet de donner à la province de Québec un ministère de l'Instruction Publique ? Ou la mesure incomplète présentée à cette session est-elle un effet de tactique pour lui permettre d'attendre qu'il ait une majorité au Conseil Législatif. LA PETITE REVUE ne croit pas à une capitulation, car M. F. G. Marchand s'est conduit jusqu'à maintenant comme un vrai libéral et ses actes publics ont été empreints d'une grande fermeté. Il connaît sa province de Québec par cœur, il en a fait le tour comté par comté, il s'est mêlé aux populations rurales et il a dû se convaincre d'une chose, c'est que la création d'un ministère de l'Instruction Publique serait la mesure la plus populaire qui puisse être votée par les chambres.

Nous avons assez de sympathie à l'égard de nos amis de Québec pour ne pas les condamner immédiatement sans avoir la moindre information, nous comprenons qu'ils ont à faire face à l'intervention, de M. l'évêque Bruchesi et à la pression du pusillanime opportunisme des libéraux d'Ottawa ; nous concevons que la situation présente des difficultés et que M. Marchand a trop de sagesse et d'expérience pour se mettre à casser les vitres. Mais nous désirons qu'il se pénètre sûrement du sentiment public, qu'il sache au moins que tous les vrais libéraux, que le peuple en général a soif de la réforme scolaire, que tous les hommes de progrès insistent pour avoir un ministère de l'Instruction Publique, enfin que les citoyens éclairés, bien pensants, comptent sur lui pour les réformes à réaliser.

Vous l'admettez avec nous, ce n'est pas par des programmes, par des propositions à l'eau de rose et par un gouvernement d'oraisons que l'on peut espérer faire avancer notre province.

Nous avons pleinement foi dans le *fortiter in re, suaviter in modo* de l'Honorable F. G. Marchand pour gouverner notre pays selon les vœux de tous les citoyens qui sentent que ce ne sont pas les gros presbytères qui enrichissent le peuple et assurent l'avenir de la jeunesse.

“L'ignorance du bien est la cause du mal.”
Qu'on nous donne donc l'instruction obligatoire.